

Goodbye and good luck, Bojo !



Ce soir à minuit, le Royaume-Uni reprendra sa liberté, après 47 années de mariage houleux avec l'Europe, notamment sous le règne de Margaret Thatcher, la Dame de fer très jalouse de son indépendance et des intérêts de la Couronne.

Entrée en 1973 dans le « Marché commun », la turbulente Albion a donc fini par divorcer, mais en gardant des liens étroits avec ses 27 partenaires.

Un divorce avec pension alimentaire, en quelque sorte.

Souhaitons bonne chance à nos amis Anglais, qui ne supportaient plus les diktats de Bruxelles et aspiraient à prendre le large.

Un pays qui a dominé le monde aussi longtemps et qui a marqué à jamais tous les continents du sceau anglo-saxon ne pouvait s'accommoder éternellement du joug bruxellois, qui plus est sous domination allemande.

Saluons le courage et la ténacité de Boris Johnson, qui a su négocier un accord qui protège les intérêts de la Grande-Bretagne, avec un divorce à l'amiable.

521 députés britanniques sur 594 ont voté pour l'accord sur le Brexit, preuve que les peuples ont avant tout besoin de liberté et d'indépendance.

Un vote historique qui ne réjouit pas les Européens, certes, mais qui montre que **la sortie de l'UE n'est pas synonyme de fin du monde**, comme nous l'ont fait croire les inconditionnels de l'impérialisme bruxellois, Merkel et Macron en tête.

Côté britannique, **Écossais, Gallois et Nord-Irlandais** ne trépignent pas de joie, mais il serait pour le moins hasardeux de prédire la désintégration du Royaume-Uni à cause du Brexit. Pas certain que les indépendantistes écossais aient les moyens de leur ambition.

Quant au rattachement de l'Irlande du Nord à Dublin, cela va

dans le sens de l'Histoire. Ce n'est en effet qu'en 1921 que l'île irlandaise a été divisée.

De toutes façons, pour les conservateurs, le Brexit est plus important que le risque de perdre l'Écosse et l'Irlande du Nord.

Pour les Brexiteurs les plus durs, Boris Johnson est le héros qui a remporté la bataille. Le « **No deal** » a été évité et l'accès au marché européen sauvegardé.

Il aura fallu quatre ans et demi pour finaliser un accord entre les deux parties. C'est le 24 juin 2016 que les Britanniques votaient pour le « **leave** », par 51,9 % des voix, au grand dam des « remainers » et des pays européens.

Que n'a-t-on entendu sur les conséquences du Brexit, qui devait plonger les Britanniques dans la récession et signer la fin de la prospérité !

Mais après des années de bataille interne, la peur du « grand saut dans le vide » n'a finalement fait trembler personne. Même un « no deal » valait mieux qu'un « remain » ou qu'un mauvais accord. La reine Victoria n'aurait pas dit mieux.

En fait, « Bojo » a gagné parce que les Européens avaient davantage peur d'un « no deal » que les Britanniques. Les 27 n'étaient unis que par la peur d'une rupture totale, ce que Boris Johnson a parfaitement compris, pour en tirer le maximum de bénéfices.

Si cet accord a un goût amer, c'est d'abord pour les Européens, qui voient partir un grand pays et **surtout un contributeur net de l'Union.**

L'Europe sort affaiblie, c'est une évidence.

Elle a perdu 15 % de son poids économique, mais bien davantage en poids militaire et géopolitique, deux domaines où l'Allemagne ne pèse rien.

Des deux côtés de la Manche, les inconsolables espèrent que la Grande-Bretagne reviendra un jour dans le giron bruxellois. J'en doute.

D'autres, au sein de l'UE, espèrent que sans le Royaume-Uni, l'intégration économique et politique sera plus rapide pour les 27 pays restants.

Wait and see.

En attendant, souhaitons aux Anglais de profiter de leur nouvelle liberté avec succès, pendant que nous, Français, avons tout perdu de notre souveraineté et ne maîtrisons plus rien de notre avenir.

Jacques Guillemain